

**Union européenne - Italie - Elections
européennes - Brexit - UE/Afrique -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, avec "Le Figaro Talk"
- extraits**

(Paris, 22 octobre 2018)

Q - C'est avec Nathalie Loiseau que nous sommes ce matin, qui est la ministre chargée des affaires européennes. Bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

(...)

Q - Comment jugez-vous M. Salvini qui, ce week-end, a refusé de reprendre des migrants qui étaient passés par l'Italie et qui étaient en France ?

R - M. Salvini fait des déclarations, mais la réalité sur le terrain est très différente de ses déclarations. La réalité, c'est qu'il y a une coopération entre la police française et la police italienne.

Q - Elle existe vraiment ?

R - Cette coopération existe, fonctionne...

Q - ...au titre des accords de Dublin, on est d'accord ?

R - Non, au titre des accords de Chambéry qui datent de 1997. C'est une coopération bilatérale qui fonctionne bien. Evidemment, elle a des ratés : quand des sans-papiers arrivent en France, c'est qu'il y a eu un raté côté italien ; dans ces cas-là, on les reconduit à la frontière, on prévient toujours les autorités italiennes, elles sont au courant, elles le savent. Et cette coopération est fluide. Si M. Salvini veut qu'on lui envoie une copie de l'accord de Chambéry, je le ferai avec plaisir.

Q - M. Salvini fait plus de bruit qu'il n'agit, d'après vous ?

R - Pour moi, un homme qui parle fort, ce n'est pas forcément un homme fort. Un homme qui s'agite, ce n'est pas forcément un homme qui agit.

Q - C'est valable aussi pour Mélenchon ?

R - C'est valable pour une certaine façon de faire de la politique tribunitienne, parfois avec talent, parfois avec des débordements.

Q - Vous êtes inquiète pour l'avenir de l'Europe ?

R - Oui.

Q - On le voit : là, on parle de Salvini en Italie, on voit la Pologne aussi qui vous inquiète beaucoup, enfin en tous les cas la France est très inquiète sur l'avenir de la Pologne...

R - Je suis inquiète à chaque fois qu'il y a un débordement, que l'on s'éloigne des valeurs fondamentales de l'Union européenne.

Q - Ce sont des gouvernements illibéraux ?

R - C'est ce qu'ils disent. Et une démocratie illibérale, ce n'est déjà plus vraiment une démocratie. C'est une forme de démagogie qui consiste à considérer qu'une fois que l'on a la majorité, on peut réduire les libertés. Ce n'est pas cela les valeurs de l'Union européenne.

Q - L'Europe est en train de régresser ?

R - L'Europe, nous ne devons plus la laisser régresser. On a fermé les yeux trop longtemps. Gauche et droite confondues, il y a eu des logiques de blocs au Parlement européen pour faire nombre. La droite traditionnelle a considéré qu'elle devait avoir dans ses rangs des Hongrois qui ont décidé, par exemple, qu'il était interdit à des SDF de dormir dans la rue. Ce ne sont pas les valeurs de l'Union européenne. À gauche aussi, pour faire nombre, on a accepté de faire un chemin avec des partis dont les pratiques n'étaient pas compatibles...

Q - Lesquels ?

R - La lutte contre la corruption en Roumanie aujourd'hui recule, le parti au pouvoir, sa majorité, socialiste, fait voter des lois pour qu'il soit de plus en plus dur de lutter contre les mafias et contre les corrompus. Ce ne sont pas les valeurs de l'Union européenne, ce n'est pas comme cela, ce n'est pas pour cela que nous nous sommes mis ensemble.

Q - Comment lutte-t-on contre cela ?

R - En ayant un vrai projet progressiste.

Q - Vous êtes dans l'opposition progressiste nationaliste ou souverainiste ?

R - Elle existe. Quand je vois Mme Le Pen se précipiter auprès de M. Salvini alors qu'ils n'ont rien en commun sur le programme. Puisque M. Salvini voudrait que l'on prenne tous les migrants qui sont en Italie en France et que Mme Le Pen ne veut en prendre aucun. C'est de la posture et c'est de l'imposture. Mais il y a - ils le disent ensemble - une volonté de faire une ligue des ligues, de prendre demain le pouvoir au sein de l'Union européenne. Je lutte contre cela.

Q - Vous redoutez qu'ils obtiennent la majorité au Parlement européen ? Une minorité de blocage, cela aussi c'est possible.

R - Je me souviens qu'en 2014, en France, le premier parti issu des européennes, c'était le Front national. Je n'ai de leçons à donner à personne mais je trouve que le combat n'a pas été mené avec assez de vigueur jusqu'à maintenant. Il l'est aujourd'hui.

Q - Vous allez le mener avec vigueur dans le cadre des élections ?

R - Sans aucun doute. On le mène déjà au jour le jour dans le fonctionnement de l'Union européenne. Il y a des choses qui ne sont pas acceptables. Aujourd'hui, la Pologne passe régulièrement en audition devant le conseil des ministres de l'Union européenne parce que nous avons décidé de dire stop.

Q - Quelle Union voulez-vous ? L'Union des nations ?

R - C'est une Union qui réponde aux inquiétudes et aux besoins des Européens. Je ne suis pas une fédéraliste béate. Je prends les solutions pragmatiques quand elles fonctionnent.

On nous avait dit, par exemple : "l'Europe sociale n'existe pas, regardez les traités, les traités ne prévoient pas une compétence européenne sur les questions sociales." Et pourtant, en un an, on est revenu sur le régime des travailleurs détachés, on a commencé à lutter efficacement contre le dumping social. Tout le monde, y compris les plus fédéralistes, nous avaient dit : "ce n'est pas possible". On y est arrivé.

On nous avait dit : "les compétences de défense, n'y comptez pas, il n'y aura jamais d'argent européen pour mettre ensemble nos efforts de recherche de développement en matière de défense". Ça y est, cela commence en 2019.

Pas de fatalisme. Des solutions pragmatiques qui répondent aux besoins.

Q - Les élections européennes qui ont lieu dans quelques mois, il était question qu'il y ait un axe central, c'était un peu ce que disait Alain Juppé et qui était partagé par Emmanuel Macron. Il aura lieu cet axe central ? Il peut se faire ? Avec qui ?

R - À partir du moment où on a les mêmes inquiétudes et les mêmes envies, autant y aller ensemble.

Q - Il doit arriver en tête cet axe central ?

R - Bien sûr.

Q - Il arrivera en tête ?

R - C'est notre objectif.

Q - Combien ?

R - On verra. Le maximum.

Q - Pour le conduire ?

R - Pour le conduire, une équipe de gens qui ont vraiment envie de travailler sur les questions européennes. Pas des recalés des scrutins précédents, pas des récompensés de la veille, pas des vieilles gloires que je ne vois, soit jamais à Strasbourg, soit uniquement pour venir toucher leur indemnité.

Q - Cela ne peut pas être Alain Juppé lui-même alors ? D'ailleurs il n'en veut pas.

R - Il a dit qu'il n'était pas preneur. J'étais avec lui il y a peu de temps à Bordeaux, il l'a dit comme je l'avais dit, nous ne nous étions pas concertés, entre lui et moi sur l'Europe il n'y a pas une feuille de papier à cigarettes.

Q - Une femme pour diriger cette liste ou un homme ?

R - Quelqu'un qui a envie d'y aller.

Q - Ce n'est pas grave ça ?

R - Non.

Q - Le Brexit, cela aura lieu de façon douce ou hard ?

R - Tout est sur la table pour avoir un accord de retrait sauf une volonté politique britannique.

Q - Quand aura-t-on cet accord de retrait ? Avant Noël ?

R - Il faut que ce soit avant Noël parce qu'il faut que ce soit ratifié ensuite par le Parlement britannique et par le Parlement européen. Maintenant, la balle est dans le camp de Mme May, tout le travail technique a été fait formidablement par Michel Barnier, toutes les solutions techniques existent. Est-ce que la volonté politique britannique existe ? Je l'espère, je le souhaite. Nous sommes prêts à accompagner...

Q - Quelle est la pierre d'achoppement principale ? C'est l'Irlande ?

R - C'est la question de l'Irlande. Et ce n'est pas une question technique ou marginale. C'est à la fois faire vivre un accord de paix en Irlande du Nord - n'oublions jamais que la paix en Irlande est revenue parce que l'Union européenne était là pour l'accompagner - et aussi parce que, demain, la frontière avec le marché unique européen se trouvera entre la République d'Irlande et l'Irlande du Nord et il est hors de question que le départ des Britanniques se traduise par un affaiblissement de l'Union européenne. Ils ont choisi de partir, nous n'avons pas choisi de changer.

Q - Un premier commentaire d'un internaute, je le cite : "il faut immédiatement mettre fin à l'accueil de réfugiés - il les met entre guillemets - car c'est un appel d'air." Selon lui, "il faut fermer nos frontières et c'est pour ces raisons que je voterai pour une liste nationaliste et populiste aux prochaines élections européennes.". Qu'avez-vous à lui répondre ? Ils sont nombreux comme cela.

R - L'Europe n'est pas une passoire. Depuis l'année dernière, on a divisé par presque dix le nombre d'arrivées en Méditerranée centrale. Cela veut dire que l'Europe a su réagir. Mais je ne suis pas d'accord avec ce commentaire parce que les réfugiés, ceux qui fuient la guerre, ceux qui fuient la persécution, c'est notre devoir et c'est notre grandeur de les accueillir.

Q - Ils sont en nombres limités, ceux-là, ils sont minoritaires ?

R - Ils ont été très nombreux en 2015, ils arrivaient de Syrie et d'Irak. Aujourd'hui, l'essentiel des arrivées, ce sont des migrants économiques illégaux, il faut les raccompagner dignement et

avoir pour eux ces projets de vie et des projets de développement en Afrique sub-saharienne essentiellement. C'est ce que nous faisons.

Q - Ah bon ? Comment vous faites ? Vous avez augmenté le budget un petit peu...

R - Beaucoup et on va l'augmenter encore davantage.

Q - On est loin des 0,7% du PIB quand même...

R - On arrive à 0,55%, c'était notre engagement national, c'est aussi l'engagement au niveau de l'Union européenne, et mieux coordonner cette aide, la diriger vers de la formation, de l'investissement, des emplois en Afrique.

Q - "Pourquoi les immigrés non acceptés ne sont-ils pas tous renvoyés chez eux ?". Il parle de "5% qui le sont vraiment". Vous confirmez ?

R - Il faut faire davantage.

Q - Comment fait-on matériellement ?

R - Matériellement, on fait en sorte que ce soit l'Union européenne qui le fasse elle-même. Une des tâches de FRONTEX, cette agence européenne des garde-côtes et des garde-frontières, que l'on va passer en deux ans de 300 personnes à 10.000, ce qui est quand même un changement d'échelle considérable, c'est d'organiser les retours, avec des moyens européens, avec une solidarité européenne. Les pays qui ne sont pas solidaires pour accueillir des demandeurs d'asile, ils doivent l'être pour mettre à disposition des moyens matériels, des moyens humains...

Q - C'est ce que vous demandez à l'Europe centrale ?

R - C'est évidemment ce que nous demandons à l'Europe centrale.

Q - ...et qu'elle refuse...

R - Pas du tout. La conversation là-dessus avance et la solidarité est obligatoire. Les modalités de cette solidarité sont variables selon les pays.

Q - Toujours, sur l'Europe, une question d'un autre internaute : "Beaucoup de pays de l'Union européenne ont basculé très à droite. Est-ce que cela vous inquiète ?".

R - Bien sûr. Mais cela n'est pas une fatalité. Je regarde ce qui s'est passé par exemple aux dernières élections en Belgique, au Luxembourg, en Bavière, ce que je vois monter aussi, c'est une montée des écologistes parce que, parmi les préoccupations...

Q - C'est en Bavière ça...

R - Pas seulement. Partout en Europe, parmi les préoccupations justifiées de tous les Européens, il y a le défi environnemental, il y a le défi du changement climatique. Il faut y répondre. Ils ont raison, c'est à l'échelle européenne qu'on doit et qu'on peut y répondre.

Q - Concernant le Brexit, j'ai un commentaire intéressant d'un internaute. Selon lui, il n'y a rien à espérer de la Grande-Bretagne qui, au final, selon lui, bénéficie d'un tas d'exceptions. Alors, dans l'Union européenne ou dehors, pour lui c'est pareil.

R - Ce n'est pas la même chose. Ce sera moins bien avec un Royaume-Uni sorti de l'Union européenne qu'à l'intérieur de l'Union européenne. Ce sera moins bien pour nous, ce sera beaucoup moins bien pour eux.

Q - Ils ont plus à perdre que nous ?

R - Bien sûr. Mais c'est leur décision. Donc nous la respectons mais nous la regrettons.

Q - C'est imaginable aujourd'hui que l'on puisse refaire un référendum ? Beaucoup le demandent en Grande-Bretagne.

R - Il y a eu une manifestation monstre samedi à Londres, touchante, moi cela me parle de voir ces dizaines de milliers de drapeaux européens à Londres. Regardons-le, nous aussi : aujourd'hui, il y a beaucoup de Britanniques qui voient ce qu'ils perdront le jour où ils quitteront l'Union européenne.

Ceci étant, il y a eu une décision démocratique du peuple britannique qui est de quitter l'Union européenne, je la respecte. Mon souci, mon travail, c'est de faire en sorte que cela se passe de manière ordonnée et que cela ne porte pas préjudice aux citoyens européens.

Q - Un dernier commentaire d'un internaute qui nous regarde actuellement sur Facebook. Selon lui, on sait très bien que l'économie de l'Europe est concentrée sur les matières premières de l'Afrique. Il aimerait savoir ce que vous pensez du coup de la situation économique de ces pays, du chômage, de la pauvreté dans ces pays. Autrement, ce qu'il cache derrière sa question, c'est : est-ce que l'on n'exploite pas plus ou moins leurs matières premières ?

R - On a des accords avec les pays africains, qui sont des accords de partenariat, qui sont des accords aussi d'accès privilégié aux marchés européens, il ne faut pas l'oublier. Ce sont des accords que l'on appelle les accords de Cotonou. On ne peut pas reprocher, soixante ans après les indépendances, à l'Europe d'être responsable des difficultés connues par l'Afrique, ni d'être à l'origine des succès de l'Afrique, parce qu'il y en a aussi.

Q - Donc, ils sont d'abord maîtres chez eux ?

R - Ils sont évidemment maîtres chez eux et nous sommes là pour avoir un partenariat. Tout ce qui se passe de bien pour l'Afrique sera positif pour l'Europe. Tout ce qui se passe de mal a des répercussions chez nous. Le président de la Commission a parlé d'une nouvelle alliance entre l'Afrique et l'Europe, il a raison. (...)/.